
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 16/3 (1989)

DOI: 10.11588/fr.1989.3.53798

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

deutlich, die mit den Gaullisten eine – in dieser Form – neue politische Kraft etablierten, den Niedergang der Kommunisten einleiteten. Dennoch wird die »mutation de la société française« (S. 170) nicht eigentlich selbst gezeigt. Rémond begnügt sich im Kern mit der politischen und verfassungsmäßigen Umgestaltung. Dennoch sind seine Urteile auch zu den Kontinuitäten abgewogen: »La IV^e République avait posé les fondements, mais la restauration de l'autorité de l'Etat, la confiance rétablie, des initiatives heureuses et opportunes ont permis à ces prémisses de développer toutes leurs conséquences: un budget en équilibre, une monnaie forte, une balance des paiements positive, l'ouverture des frontières, l'intensification des échanges, l'élévation du niveau de vie, autant de fruits du nouveau régime, qui deviennent à leur tour, par le jeu des phénomènes cumulatifs, autant de facteurs d'expansion« (S. 172). In der politischen Kultur kamen neue Themen auf, unter denen »la passion de la grandeur nationale et l'attachement inconditionnel à son indépendance« (S. 173) hervorragten. »Un réformisme qui ambitionne de moderniser le pays pour le rendre contemporain de son temps et capable de relever le défi de l'histoire qui est perpétuelle évolution« (S. 174).

Das schmale Bändchen wird durch einen Überblick über die Parteien, ein sehr knappes Literaturverzeichnis und einige zentrale Dokumente mit Selbstzeugnissen de Gaulles aus jener Zeit abgeschlossen.

Jost DÜLFFER, Köln

Uwe PRELL, Grenzüberschreitung in Berlin. Der Reise- und Besucherverkehr und die westlichen politischen Entscheidungen, Berlin (Quorum Verlag) 1986, V-143 p.

Il n'est pas de mois sans que la presse ne relate la tentative, plus ou moins spectaculaire, de franchissement du Mur de Berlin. Par contre, les journaux n'évoquent jamais les milliers de Berlinoises et d'Allemands de l'Ouest qui sans problèmes se rendent tous les jours »de l'autre côté«. Ce silence résulte de l'accord quadripartite de 1971. Depuis cette date en effet, la circulation des voyageurs entre les deux parties de l'ancienne capitale du Reich n'est plus qu'une »question de routine«. Mais avant, ce fut un problème ardu qui contribua à une grave crise en 1961 et qui nécessita une dizaine d'années pour être résolu d'une manière satisfaisante. Le livre du politologue allemand Uwe Prell permet de faire le point sur un sujet, d'ailleurs fort peu traité par l'historiographie occidentale.

La question du »passage de frontière à Berlin« relève d'une problématique extrêmement complexe – comme tout ce qui se passe du reste dans la ville divisée –, dans la mesure où interviennent de nombreux acteurs politiques: les deux municipalités berlinoises, les deux gouvernements allemands et les quatre puissances occupantes de 1945. Comme le rappelle Uwe Prell, nulle part ailleurs, »la politique locale et la politique internationale sont aussi étroitement liées«. C'est pourquoi ce livre est plus qu'une étude des conditions juridiques et politiques du trafic des visiteurs de Berlin-Ouest vers Berlin-Est. Il s'agit aussi d'une fine analyse des relations entre les différents acteurs occidentaux.

Prell étudie la période comprise entre 1945 et 1985. Il distingue deux phases bien définies: une phase de crise, de la capitulation au Mur (1945–1961); une phase de normalisation, du Passierscheinabkommen à l'accord de 1971 et à son application (1962–1985). Le système de contrôle mis en place en 1945 par les quatre Alliés devait être provisoire. Or, ce provisoire dure déjà depuis plus de quarante ans. Cette inadaptation explique en partie la difficulté de trouver un équilibre à Berlin, surtout à partir du moment où la ville se scinde en deux sous l'influence de la guerre froide. Mais les problèmes ne surgissent vraiment qu'en 1952 quand commence le »verrouillage« de Berlin-Ouest: sur les 277 rues reliant les deux parties de la ville, la R.D.A. décide alors d'en fermer 200 à toute circulation et d'installer sur les autres des points de contrôle. Après les émeutes ouvrières du 17 juin 1953, le gouvernement est-allemand

renforce les mesures de surveillance le long de la »ligne de démarcation«. A l'automne 1957, il lance une vaste campagne contre les *Grenzgänger*, ces frontaliers qui habitent à l'Est et qui travaillent à l'Ouest, et il promulgue aussi le délit de »fuite de la République« (»Republikflucht«). Un an plus tard, Khrouchtchev adresse aux Occidentaux son ultimatum. Il déclenche ainsi une crise qui culmine le 13 août 1961 avec l'érection du Mur.

Une frontière infranchissable enferme dès lors les Berlinoises de l'Ouest qui ne peuvent plus se rendre en secteur oriental. Tous les efforts des responsables occidentaux, notamment ceux de Berlin (et en particulier Willy Brandt), portent désormais sur les remèdes à apporter à une situation intolérable. Après de longues discussions, la municipalité ouest-berlinoise et le gouvernement est-allemand finissent en décembre 1963 par trouver un accord pour les fêtes de fin d'année. En 18 jours, plus d'un million de Berlinoises de l'Ouest »passent« à l'Est. Ces conventions sont renouvelées par la suite, bien que ces Passierscheinabkommen se révèlent une »impasse«.

La Détente et l'Ostpolitik du chancelier Brandt permettent une amélioration rapide de la situation concrétisée par la signature le 3 septembre 1971 de l'important accord quadripartite auquel l'auteur consacre d'excellents développements. Berlin fait alors figure de »pivot de l'équilibre Est-Ouest«. Mais Prell rappelle à juste titre que cet »accord n'est ni plus ni moins qu'une écluse dans le Mur qui règle la circulation dans un seul sens« – une écluse que l'U.R.S.S. et la R.D.A. peuvent à tout moment décider de fermer à nouveau. Jusqu'à 1988, l'application de l'accord de 1971 n'a rencontré aucune anicroche, ou presque. Jusqu'en 1980, il a permis trois millions de visites par an. Depuis cette date, le nombre des passages est tombé à deux millions environ, à cause de l'augmentation par Berlin-Est du »change minimal obligatoire«.

En conclusion, Prell résume les résultats de ses recherches. Il constate que tous les acteurs politiques occidentaux veulent avant tout maintenir la sécurité et la stabilité de Berlin. Ils s'accordent à reconnaître l'absolue nécessité d'une politique berlinoise commune dans le cadre de la Westintegration de Berlin. C'est pourquoi ils établissent un ordre des priorités. Pour eux, le plus important est d'une part l'appartenance (*Zugehörigkeit*) de Berlin-Ouest à la R.F.A. et d'autre part l'accès (*Zugang*) aux secteurs occidentaux. Le passage (*Zutritt*) de Berlin-Ouest vers Berlin-Est ne peut arriver qu'en seconde position. Ces »trois Z« constituent les *essentials* de toute politique berlinoise qui ne peut être définie d'ailleurs que »sur place« (*Zu Hause*). Mais, comme l'observe Uwe Prell, cette politique, à l'instar de la circulation des passagers du Mur, »reste dépendante de l'évolution générale entre l'Est et l'Ouest«.

Cyril BUFFET, Paris

Werner WEIDENFELD (Hg.), *Geschichtsbewußtsein der Deutschen. Materialien zur Spurensuche einer Nation*, Köln (Verlag Wissenschaft und Politik) 1987, 255 p.

Après »Nachdenken über Deutschland«, voici, derechef sous la direction de Werner WEIDENFELD, le deuxième livre issu des travaux du groupe interdisciplinaire d'étude sur la question allemande. Alors que le premier ouvrage était centré sur la culture politique (dans le sens du concept américain de »civic culture«), le présent volume aborde cette fois le problème national sous l'angle de la conscience historique.

Une simple observation, reprise par la plupart des auteurs, illustre l'actualité d'une telle approche: l'intérêt croissant du public pour le passé et la chose historique. Constatant dans sa contribution (*Historisches Bewußtsein heute*) la prolifération des musées, le succès des expositions et commémorations de toute sorte, ainsi que des ouvrages historiques, sans oublier la floraison des marchés aux puces, Hermann LÜBBE affirme que »jamais présent culturel ne s'est autant référé au passé que le nôtre« (p. 145). Pour lui, c'est un besoin de compensation